N° 624

13 Oct. 2010

Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH CADRES

Union Fédérale des Cadres

pour le droit à la communication Fapt la cgt

Nous qui sommes des millions !

Le 2 et le 12 octobre, nous étions plus de 3 millions dans la rue, salariés et citoyens, jeunes et moins jeunes, issus du public ou du privé, de grandes ou de petites entreprises, en famille ou entre collègues, pour crier notre opposition au projet de réforme des retraites.
Le gouvernement doit prendre la mesure de la colère qui gronde dans notre pays et en finir avec le mépris.
La CGT appelle les sénateurs à mesurer l'enjeu social et démocratique du mouvement : il ne saurait y avoir d'abîme entre la volonté profonde des citoyens et la représentation nationale.
L'ouverture de négociations doit intervenir dans les plus brefs délais. La CGT y défendra des propositions permettant de garantir la pérennité de notre système de retraites par répartition, avec un maintien du droit au départ à 60 ans, un niveau de pension permettant de vivre dignement et la reconnaissance de la pénibilité.
C'est bien la création d'emplois et l'augmentation des salaires, comme la mise à contribution des profits financiers, qui permettront de sauver notre système de protection sociale, aujourd'hui menacé par les magnats de l'assurance.
Pour poursuivre l'élargissement de la mobilisation unitaire, la CGT appelle l'ensemble des salariés à se réunir chaque jour, dans chaque entreprise et dans chaque service, pour décider des actions unitaires à mener jusqu'à la victoire, avec une nouvelle grande journée de manifestations **le 16 octobre**.
Oui, nous gagnerons sur nos retraites, nous qui sommes des millions !

Branche Poste

Poste : dialogue social inexistant !

A tous les niveaux, le dialogue social se détériore à la Poste. C'est ce qui a amené Colette Duynslaeger, Secrétaire Générale de la CGT FAPT, à adresser une lettre ouverte au Président JP Bailly. Elle y dénonce des Directions s'obstinant à vouloir faire passer en force leurs projets, restant sourdes aux demandes des OS et ignorant les attentes exprimées par les personnels dans les puissantes mobilisations nationales et locales.

Elle y réaffirme que :

- La qualité du « dialogue social » ne se mesure pas au nombre de réunions mais à la prise en compte des différentes expressions. Or, c'est l'inverse qui se produit et l'autoritarisme qui prévaut.
- Face à la dégradation sociale, l'urgence est à l'ouverture immédiate de véritables négociations.

Un commercial sur deux en grève !

Le 5 octobre, les commerciaux se sont exprimés par la grève suite à l'appel unitaire CGT, CFDT, SUD, FO, CFTC, CGC. Ce mouvement a fortement été suivi, atteignant dans certains départements 75% de grévistes. Avec 30 préavis départementaux, des rassemblements ont eu lieu et la CGT a porté partout les revendications et l'exigence d'ouverture immédiate de négociations au niveau national. La Poste doit prendre la mesure de cette colère.
Historique ! Après être descendus dans la rue pour crier leur opposition sur la réforme des retraites, les commerciaux font preuve d'une forte conviction et d'une détermination ancrée.
La CGT appelle à poursuivre la mobilisation après le 12.

Branche Télécoms

Unis à Téléperformance

Au mépris de l'indignation générale des salariés, Teleperformance France a décidé de poursuivre son second plan de suppressions d'emplois pour l'année 2010 : selon la direction, la suppression de 700 emplois supplémentaires serait indispensable à la « sauvegarde de la compétitivité du groupe ». Pourtant, le groupe a fait 88 millions d'€uros de bénéfices en 2009, et poursuit sa stratégie de délocalisation.
Face aux prétendues « difficultés » de sa filiale française, la direction est incapable d'apporter d'autres réponses que la réduction massive des emplois en CDI, alors que 700 intérimaires continueraient de travailler dans l'entreprise.
Dès le 28 septembre, les organisations syndicales CFDT-CFTC-CGT-FO-SUD ont appelé l'ensemble des salariés à se mobiliser et à faire grève dans leur ville contre les suppressions d'emplois arbitraires programmées par Teleperformance au mépris du droit et de la dignité de chacun.

Un accord beaucoup trop "light"

En privilégiant en permanence dans les faits les actionnaires, la Direction de FT confirme le décalage qui existe entre le vécu des salariés et les annonces faites.
Décalage que l'on retrouve dans le texte proposé à la signature, où l'entreprise reconnaît le lien entre l'organisation du travail et le rôle qu'elle joue en terme de prévention primaire, l'importance de la dimension du collectif de travail, voulant éviter la concurrence entre les salariés ... et dans le même temps retombe dans les travers existants en maintenant un système de management basé sur de l'individuel. La CGT considère qu'il s'agit d'un rendez vous manqué sur une négociation qui devait changer le quotidien des salariés. Compte tenu des enjeux de cette question, la CGT n'a pas signé.

Fédération des **A**ctivités **P**ostales et de **T**élécommunications **CGT** **U**nion **F**édérale des **C**adres
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22
Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : http://www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Le loup entre dans la bergerie …

Comme prévu, La Poste, désormais société anonyme, ouvre son capital. La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) détiendra 26% des parts. Dans un premier temps, car déjà une clause de revoyure est actée !

D'expérience les responsables CGT de la CDC déclarent: « quand elle agit en investisseur privé, la CDC exige un rendement de ses actifs ».

D'ailleurs Augustin Romanet, patron de la CDC, affirme que « sur certains engagements en matière sociale » il se montrera « rigoureux ».

Ce qui a le mérite d'être clair. Pour sa part, notre fédération condamne cette décision prise sans concertation et appelle à poursuivre pour le maintien du service public, les emplois et les salaires partout où La Poste tentera d'y porter atteinte.

Emploi

L'emploi a changé en 50 ans :

Selon l'INSEE l'emploi a connu en un demi siècle une profonde mutation : plus féminisé, plus qualifié, plus stressant, mais aussi moins jeune et moins durable. L'emploi apparaît plus éclaté, qu'il s'agisse des statuts et des situations d'activité entre l'emploi et le chômage, des durées et rythmes de travail.

En 1962, les ouvriers étaient 7,4 millions, aujourd'hui ils sont 6 millions. Les autres catégories de salariés ont progressé de façon continue, notamment les cadres (de 5% à 16% des salariés).

Les contraintes ont aussi changé de nature : la fatigue physique a reculé, mais la charge mentale est devenue beaucoup plus lourde.

Autre évolution le niveau de formation s'est élevé considérablement : 51% des personnes en emploi avaient le bac ou un diplôme supérieur en 2007, contre 8,5% en 1962. Les moins de 30 ans représentaient plus du quart de l'emploi en 1962, aujourd'hui moins d'un cinquième.

Jeunes et séniors en souffrance

Selon les derniers chiffres, le nombre de demandeurs d'emploi (3 970 900) a de nouveau augmenté en août, annulant ainsi la baisse enregistrée en juillet. Toutes les catégories sont touchées, y compris les jeunes n'ayant jamais travaillé. La France affiche un taux de chômage de 10,1% (contre 10% en juillet).

En pleine réforme des retraites, le nombre de séniors inscrits a continué d'augmenter de 1%, alors qu'il leur est plus difficile qu'aux plus jeunes de retrouver un emploi. En un an, la hausse des inscrits de plus de 50 ans a dépassé 16,5%.

Pour comparaison, d'après l'office européen des statistiques Eurostat, l'Allemagne affiche un taux de 6,8% (contre 6,9% en juillet), l'Espagne 20,5% (contre 20,3% en juillet), l'Autriche (4,3%).

International

Salariés européens mobilisés

120 000 manifestants, dont 10 000 CGT, ont déferlé dans les rues de Bruxelles le 29 septembre dernier, à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Ailleurs en France et en Europe, d'autres manifestations avaient lieu en même temps, notamment en Espagne où le pays a connu une grève générale massive et au Portugal où des milliers de personnes ont défilé à Lisbonne et Porto. Les syndicats européens s'opposent aux plans d'austérité et de coupes claires dans les dépenses publiques, de solidarité et de protection sociale. Ils revendiquent que les états et la communauté prennent à l'inverse des mesures permettant une reprise de la croissance par l'emploi, les salaires, la satisfaction des besoins sociaux.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr/Espace Cadres

Échos

Manager autrement

56 cadres et cadres supérieurs du secteur des activités postales et de télécommunications étaient réunis à la Bourse du travail à Paris le 4 octobre, à l'initiative de l'Union Fédérale des Cadres (UFC) de la CGT FAPT, pour débattre sur l'idée qu'un autre management est possible dans leurs entreprises.

Le débat a permis de tracer des pistes de réflexion et de travail pour une démarche syndicale visant à donner un nouveau rôle contributif à l'encadrement. L'UFC a permis de faire grandir l'idée qu'un autre management est possible, où les cadres seraient valorisés dans un nouveau rôle et une nouvelle place dans l'entreprise, où ils seraient mieux reconnus et associés aux choix stratégiques, auraient les moyens de l'exercice de leurs responsabilités et où l'éthique professionnelle et le sens du travail auraient toute leur place.

A suivre…

Social

Un chômage de masse sans réponse crédible

Le nombre de demandeurs d'emploi a de nouveau enregistré une hausse en août 2010. Christine Lagarde et son équipe ont beau déclarer haut et fort que ce n'est qu'un accident de parcours, tout confirme l'idée que la France s'enlise, encore et encore, dans le chômage de masse.

Au total, il y a 3 970 900 de demandeurs d'emploi en métropole dont 1 442 900 inscrits depuis plus d'un an (+26,7% en un an et 36% des demandeurs d'emploi). Qu'en est-il du plan Rebond censé leur permettre de bénéficier d'une formation rémunérée, d'un contrat aidé ou d'une allocation temporaire de crise ?

Tout confirme qu'il faut une autre politique pour le plein emploi, élément incontournable notamment pour le financement de la protection sociale, et donc des retraites.

Sécu : un financement dicté par les marchés

Il poursuit un unique objectif : ramener le déficit public à 6% fin 2011 et à 2% en 2014, pour satisfaire les marchés financiers et leurs bras armés : les agences de notation.

Ce nouveau plan vise uniquement à faire 2,4 milliards d'€ d'économies, sans aucune préoccupation de santé publique, ni d'amélioration de l'organisation du système de soins. Pire, ce sera pour les assurés une augmentation des cotisations de complémentaires santé, conduisant un nombre croissant d'entre eux à renoncer à se soigner.

Les négociations engagées à La Poste sur les frais de santé des fonctionnaires suivent la même logique, avec un calendrier serré et des propositions inacceptables. La CGT demande l'ouverture de négociations sur une réforme du financement à même de garantir le maintien et le renforcement d'une Sécurité sociale solidaire.

Égalité

Femmes pénalisées

La réforme des retraites présentée par le gouvernement, fondée sur les reports d'âge (62 ans au lieu de 60, pour pouvoir partir, et 67 ans au lieu de 65 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein) va aggraver les écarts constatés entre hommes et femmes.

Les statistiques sont déjà consternantes.

En effet, résultats de carrières discontinues (pour élever les enfants, temps partiel…), les retraites des femmes dans le secteur privé sont en moyenne de 825 €uros quand celles des hommes atteignent 1400 €uros.

La Halde (Haute Autorité contre les Discriminations et pour l'Egalité) juge également que cette réforme « risque de pénaliser les femmes plus que les hommes ».